

RAPPORT MENSUEL DE PROTECTION DE DECEMBRE 2020
REGION EST

Contexte/Points saillants



Figure 1 Crosse populaire lors des 16 jours d'activisme à l'Est

Au cours de ce mois de décembre 2020, le contexte sécuritaire de la région de l'Est a été moins précaire par rapport au mois précédent. On observe une forte présence des HANI dans les provinces de la Tapoa, la Komondjari et la Gnagna. Une accalmie a été observée dans la province du Gourma au cours de ces deux derniers mois. Par contre, les incidents se sont accrus dans les provinces de la Tapoa, la Komondjari et de la Gnagna. En effet, des incidents aussi bien sécuritaires que de protection ont été enregistrés. En termes d'incidents de sécurité, un affrontement entre des hommes armés (HANI) et les forces de défense et de sécurité (FDS) dans la province de la Tapoa a eu lieu dans le parc W, précisément dans le village de Tapoa-Djerma. Les incidents de protection ont concerné d'une part, les prêches des HANI, obligeant le port de voiles, l'interdiction de consommer l'alcool et le tabac. D'autres parts des enlèvements, des atteintes à la vie et des menaces de mort.

Les incidents majeurs de ce mois sont les prêches des HANI à plusieurs reprises dans la province de la Tapoa et de la Gnagna tendant à une imposition d'idéologie religieuse. Il faut ajouter à cela l'attaque et

les actes de vandalisme sur les écoles primaires de Kontiandi et Tomonga dans la Gnagna, entraînant ainsi leurs fermetures.

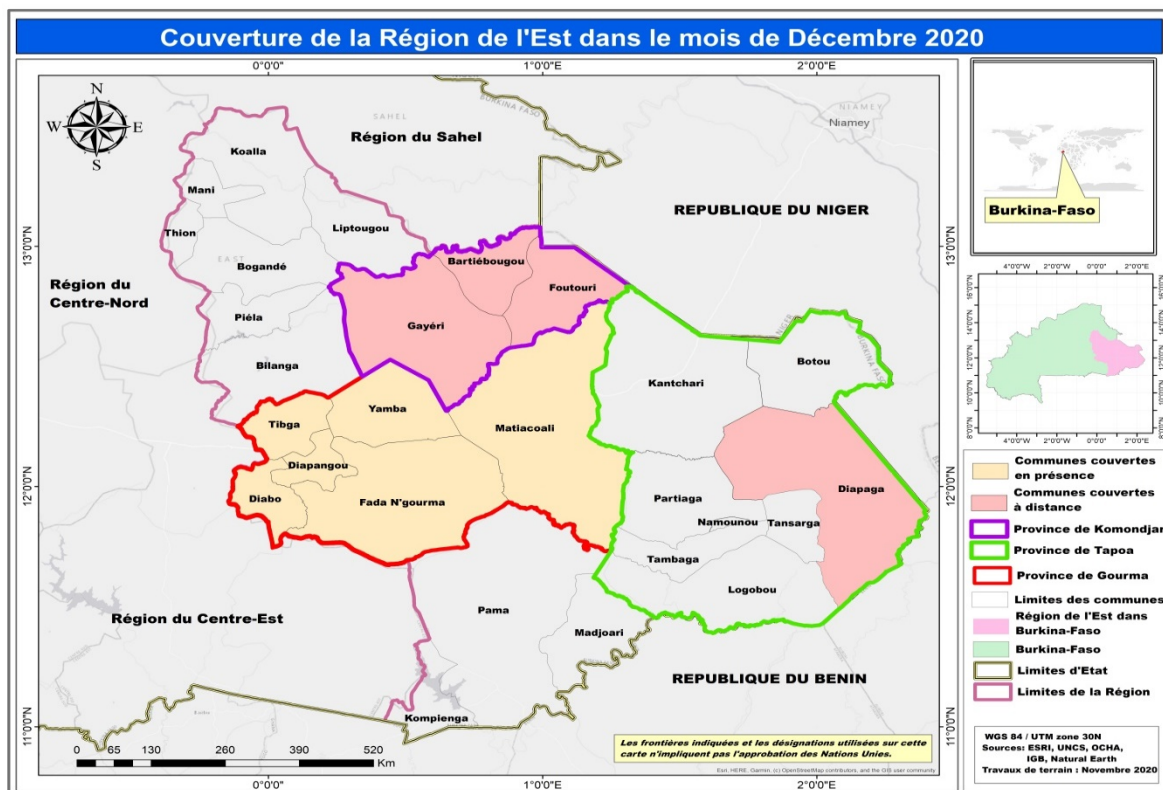
Le contexte sanitaire connaît une dégradation sans précédente dû à une augmentation de nouveaux cas de COVID-19 enregistrés dans la région de l'Est. Le service de l'information du gouvernement a fait cas d'au moins 30 nouveaux cas de COVID-19 au cours du mois, tous par transmission communautaire dans les communes de Fada N'gourma, Diapaga et Bogandé.

Le couvre-feu instauré par le gouverneur dans la région n'est pas sans conséquences sur la vie des populations. Dans les villages et les communes rurales, le couvre-feu est instauré de 19h à 5h et de 00h à 4h dans les zones urbaines. Cette situation restreint les mouvements des populations et ralentit les activités économiques.

En résumé, le contexte sécuritaire connaît une dégradation mais avec une variation de zones et de typologie d'incidents se focalisant sur l'imposition d'idéologie religieuse allant de la Tapoa à la Gnagna en passant par la Komondjari. Au plan sanitaire, la COVID-19 connaît une progression nécessitant ainsi une observation plus rigoureuse des mesures barrières. Cela pourrait être dû à la négligence de l'observation des mesures barrières des populations, surtout lors des meetings électoraux ; de la période de froid et de l'harmatan qui favorise la transmission rapide du virus.

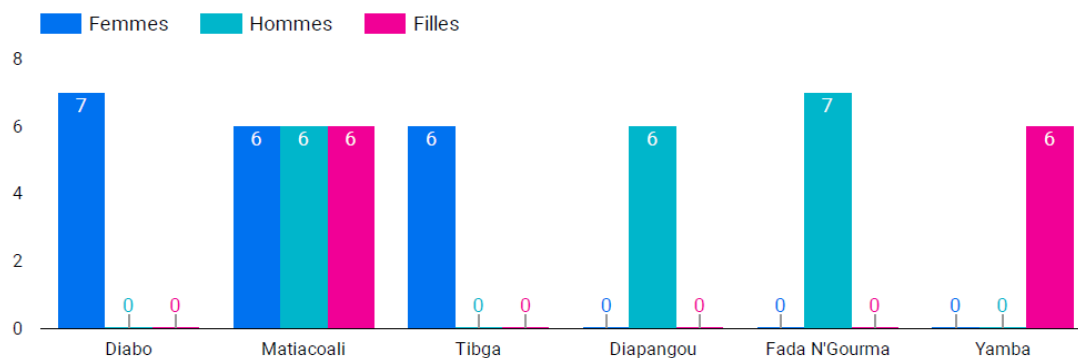
ZONES COUVERTE DANS LA PERIODE SOUS

Les activités de protection au cours de ce mois de décembre 2020 ont concerné trois provinces dans la région à savoir la Tapoa, le Gourma et la Komondjari. Il faut cependant noter que le monitoring à distance a été observé dans les provinces de la Tapoa et la Komondjari. Les communes de Diapaga, Kantchari et Tansarga ont été concernées dans la Tapoa et les communes de Foutouri et Gayéri pour la province de la Komondjari.



La province du Gourma quant à elle a connu une couverture effective des activités sur le terrain. Les activités réalisées furent le monitoring communautaire avec 10 focus groups sur là la collecte des informations sur la protection communautaires et 08 indice de monitoring faisant objet de la situation de protection dans les différentes zones de couvertures des activités de protection. Ces activités ont été réalisées comme suit : 02 focus groups et 02 indices de protection à Matiacoali, 01 focus groups et 2 indices à Fada, 02 focus groups et 01 indice à Yamba dans les villages de Nayouri et Tamboangou, 1 focus group et 1 indice à Ountandeni dans la commune de Diapangou, 2 focus groups et 1 indice à Zanré et à Koulpissi dans la commune de Diabo.

Participants par tranche d'âge



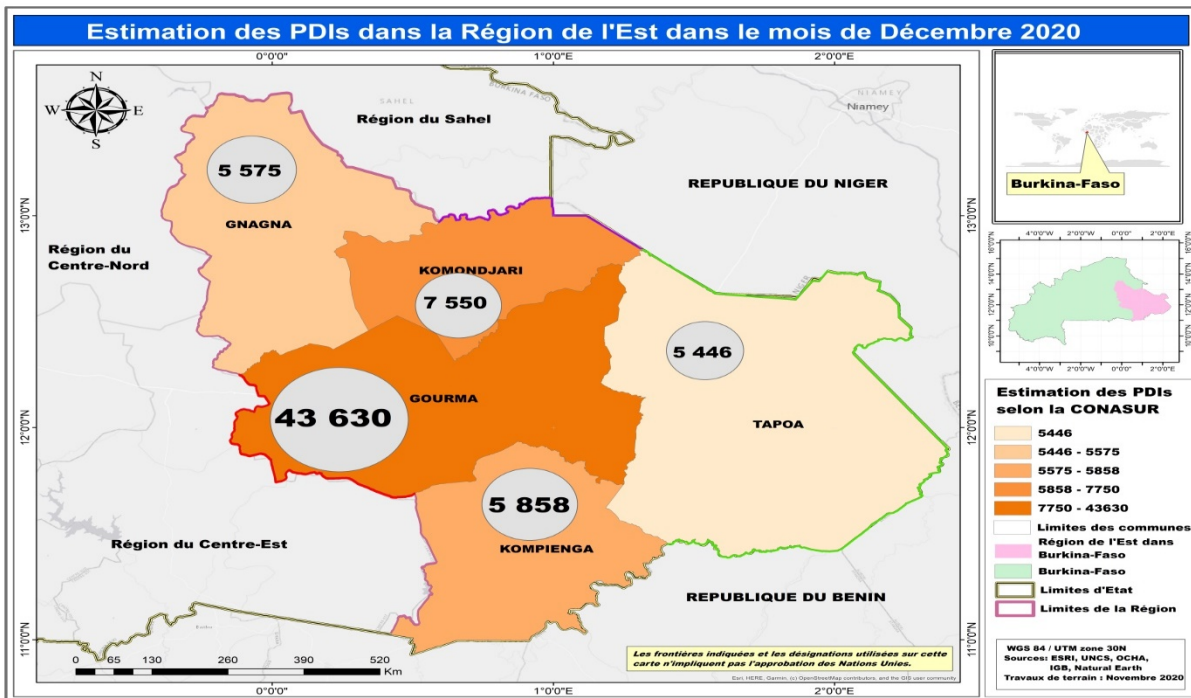
A cela, il faut ajouter des visites effectuées à l'endroit des personnes à besoins spécifiques assistées dans les mois antérieurs mais aussi une nouvelle assistance à 10 personnes à besoins spécifiques dans la commune de Matiacoali. Pour ce faire, 17 sorties de monitoring ont été effectuées par le staff terrain dans les zones de couverture. Comme zones à risques d'incidents identifiées, les villages de Natiaboani, Tanwalbougou dans le Gourma, le village de Tobitchiagou et Tapoadjerma dans la Tapoa, Bartiébourgou et Foutouri dans la Komondjari ont été concernés avec une forte présence des hommes armés non identifiés.

CARACTERISTIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

Les mouvements de populations dans la région de l'Est ont plusieurs caractéristiques ; du caractère forcé, ils sont principalement orientés des zones à risque élevé d'incident vers les zones à sécurité stable. Autrement dit, les populations des zones moins sécurisées comme les périphéries des communes urbaines, les communes rurales se déplacent vers les zones urbaines notamment les chefs-lieux des provinces, en exemple Fada, Diapaga, Bogandé et Gayéri. En effet, les zones périphériques connaissent moins de patrouilles des forces de défense et de sécurité, ce qui accroît plus le sentiment d'insécurité et rend le terrain propice aux exactions des groupes armés non identifiés. Les zones urbaines ayant une sécurité stable constituent les zones d'accueil. La population se déplace dans le cadre de se prévenir de la victimisation des incidents que ce soit après une première attaque ou après des menaces de la part ces hommes armés non identifiés.

Au cours de ce mois, un mouvement de population a été enregistré suite à une menace des hommes armés non identifiés. Le déplacement a concerné 04 ménages du village de Boulgou dans la commune de Matiacoali. Ces ménages avec environ 32 personnes ont trouvé refuge dans le centre de ladite commune.

Selon le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) et le monitoring de protection, on enregistre **68059 déplacés dans la région de l'Est dont 12738 hommes, 14 663 femmes, 40658 enfants**. Selon la répartition en fonction des provinces, nous avons donc **43 630 pour le Gourma, 7 550 dans la Komondjari, 5 858 pour la Kompienga, 5 575 pour la Gnagna et 5 446 pour la Tapoa**.



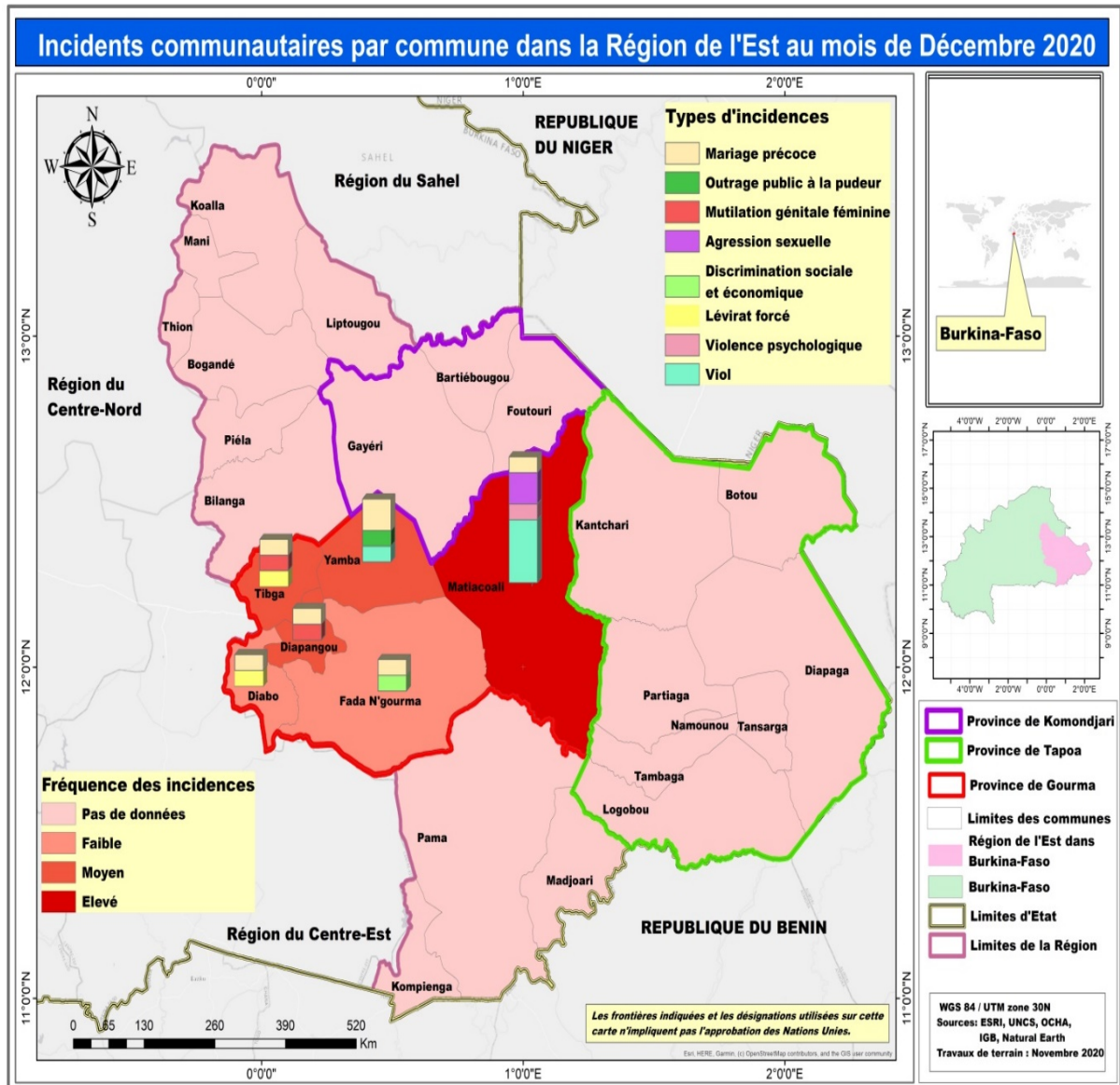
Les déplacements ont pour seule cause l'insécurité exacerbant dû à des multiples incidents tels que les assassinats, les enlèvements, les menaces, les prêches pour l'imposition d'idéologie religieuse. Selon les propos des personnes déplacées lors des focus groups, le retour doit conditionné par une sécurité totale des zones de provenances et la restauration des biens tels que les terres cultivables et les lieux de pâturages actuellement confisqués par les HANI.

PROBLEMES DE PROTECTION

■ SITUATION SECURITAIRE - INCIDENTS DE PROTECTION DANS LES ZONES SOUS COUVERTURE

Dans la Région de l'Est quelques incidents de protection ont été enregistrés au cours de ce mois. Cependant, ces différents incidents sont de natures diverses et varient d'une zone à une autre. Il faut noter que les victimes de ces incidents sont des civils des zones dans lesquelles il se sont produits. En effet, les provinces de la Tapoa, la Komondjari et la Gnagna ont connu des incidents tels que les menaces et les prêches des GANI en imposant la charia aux populations notamment à Tapoa-

Djerma dans la Tapoa, Nassougou dans le Gourma et Samboandi dans la Gnagna. Ces incidents nourrissent plus le sentiment d'insécurité dans la vie des populations. En plus les enlèvements des civils ont concerné la province du Gourma dans le village de Ougarou et dans le village de Bouli dans la Gnagna, mais les victimes furent par la suite relâchées. Aussi des destructions et de vandalisations des écoles, cambriolage d'un magasin appartenant à une ONG nationale ont eu lieu dans la province de la Gnagna.



Brièvement, les incidents au cours de ce mois ont été focalisé sur l'atteinte au droit à la liberté, à l'intégrité psychique,

Dans les zones de couverture nous pouvons observer que les Kolgweogo sont présents dans les communes telles que Fada N'Gourma, Matiacoali, Yamba, Tibga, Diabo et Diapangou. Par contre les volontaires pour la défense de la patrie (VDP) sont présents dans les communes de Fada N'Gourma, Matiacoali. Quant aux FDS nous constatons leur absence dans la commune de Yamba.

Au cours de ce mois, nous constatons l'émergence d'une nouvelle typologie d'incidents à savoir le prêche et les menaces pour la soumission à l'idéologie de la charia qui s'est intéressé à la grande partie

des localités de la région. Il faut ajouter la fréquence réduite des assassinats et des enlèvements laissant place aux menaces, aux destructions de biens publiques, au braquage et au cambriolage par les hommes armés non identifiés.

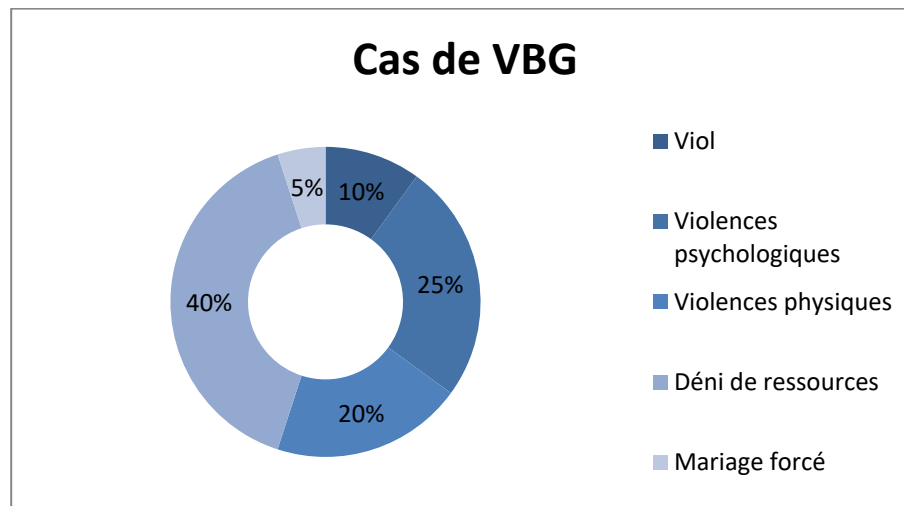
- **SGBV**

Les violences basées sur le genre constituent une problématique de protection qui se constate dans les différentes provinces de la région de l'Est. Elles sont de natures diverses en fonction de la situation géographique des provinces. Cependant, le signalement de ces incidents que ce soit de la part des victimes ou des proches demeure toujours une difficulté dans les zones de couvertures. Cette réalité pourrait être due aux pesanteurs socio-culturelles et à la volonté des familles de vouloir résoudre les problèmes à l'amiable garantissant ainsi la protection et la dignité des auteurs et leur famille. Cette situation conduit à une tendance de normalisation des abus par les victimes.

Malgré les sensibilisations, les causeries éducatives réalisées sur la prévention des violences basées sur le genre (VBG), 20 nouveaux cas ont été admis au cours de ce mois repartis selon la typologie, le nombre et dans les communes suivantes :

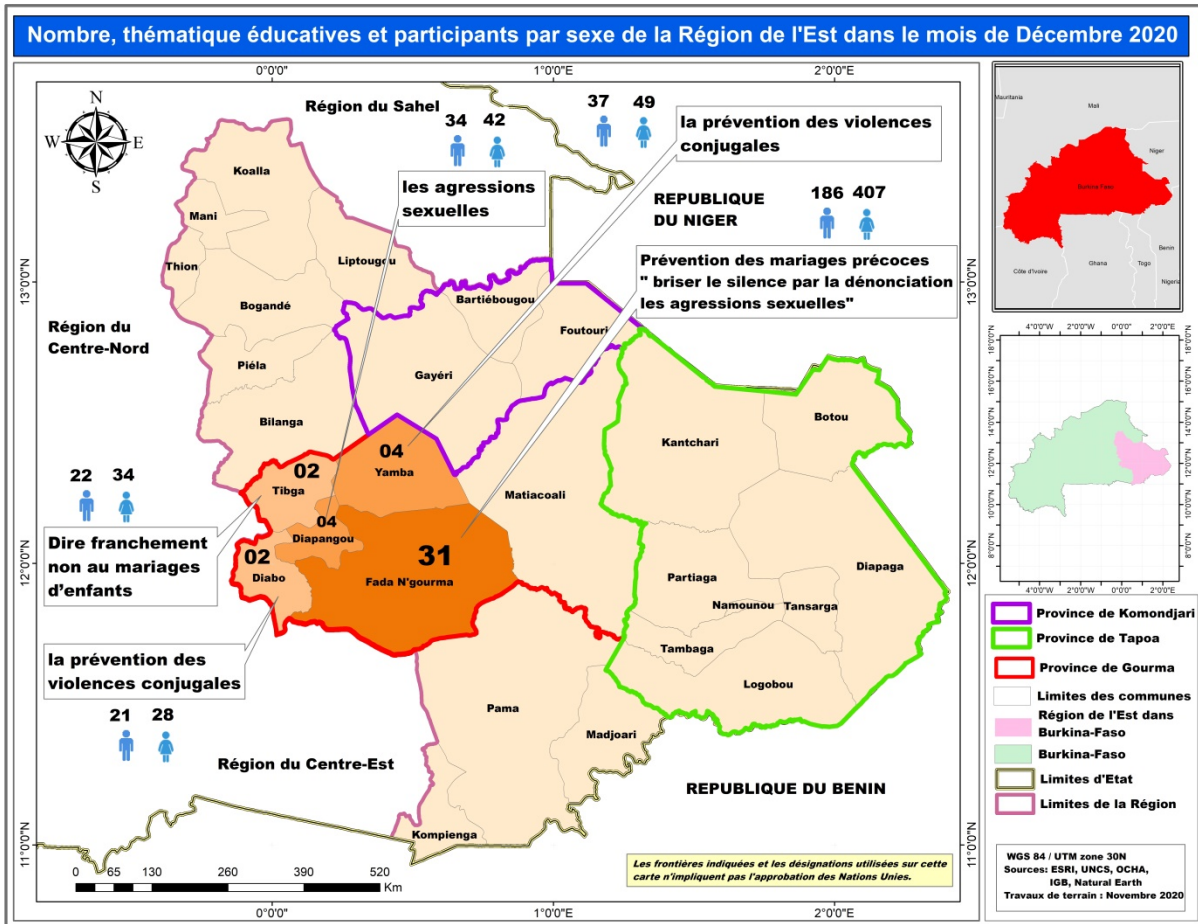
Tableau des cas VBG admis au cours du mois

Typologie de VBG	Nombre De Cas Admis	Communes
Viol	02	Matiacoali
Violences psychologiques	05	Fada-Tibga
Violences physiques	04	Diapangou-Yamba
Déni de ressources	8	Yamba-Fada-Diapangou
Mariage forcé	01	Tibga

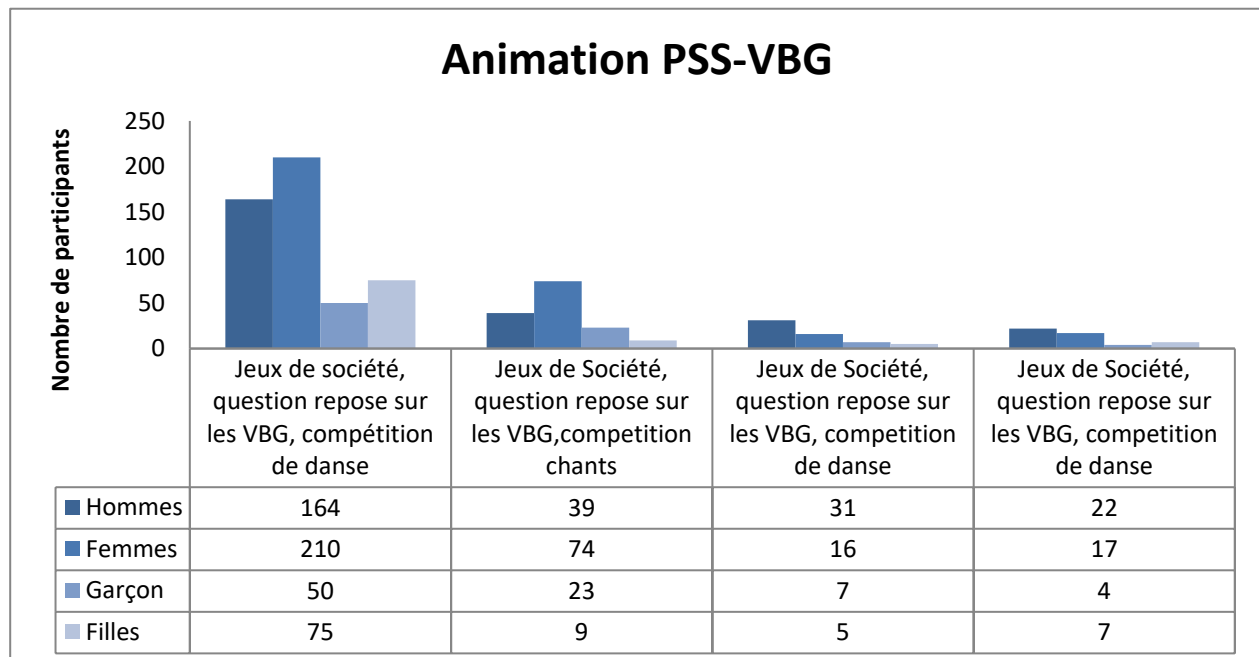


Toutes les survivantes ont bénéficié d’une assistance psychosociale mais aussi une prise en charge selon leur plan d’action individuel. Chacune d’elle a reçu un accompagnement financier de 35000f pour achat de kits de dignité, et 40000f pour la réalisation du plan d’action. A cela, il faut ajouter 506 femmes et jeunes filles vulnérables ayant reçues une assistance de 35000f.

Les activités communautaires de prévention des violences basées sur le genre telles que les causeries éducatives et les animations psychosociales ont été réalisées dans la province du Gourma. Les thèmes ont porté sur la « **prévention des mariages précoces** », « **la prévention des violences conjugales** », « **la scolarisation des jeunes filles** », « **les agressions sexuelles** », « **les droits et devoirs de l’enfant** » « **briser le silence par la dénonciation** », « **dire franchement non aux mariages d’enfants** ». Au total 43 séances de causeries éducatives ont été réalisées dont 31 à Fada, 4 à Yamba, 4 à Diapangou, 2 à Tibga et 2 à Diabo avec une participation de 300 hommes et 560 femmes

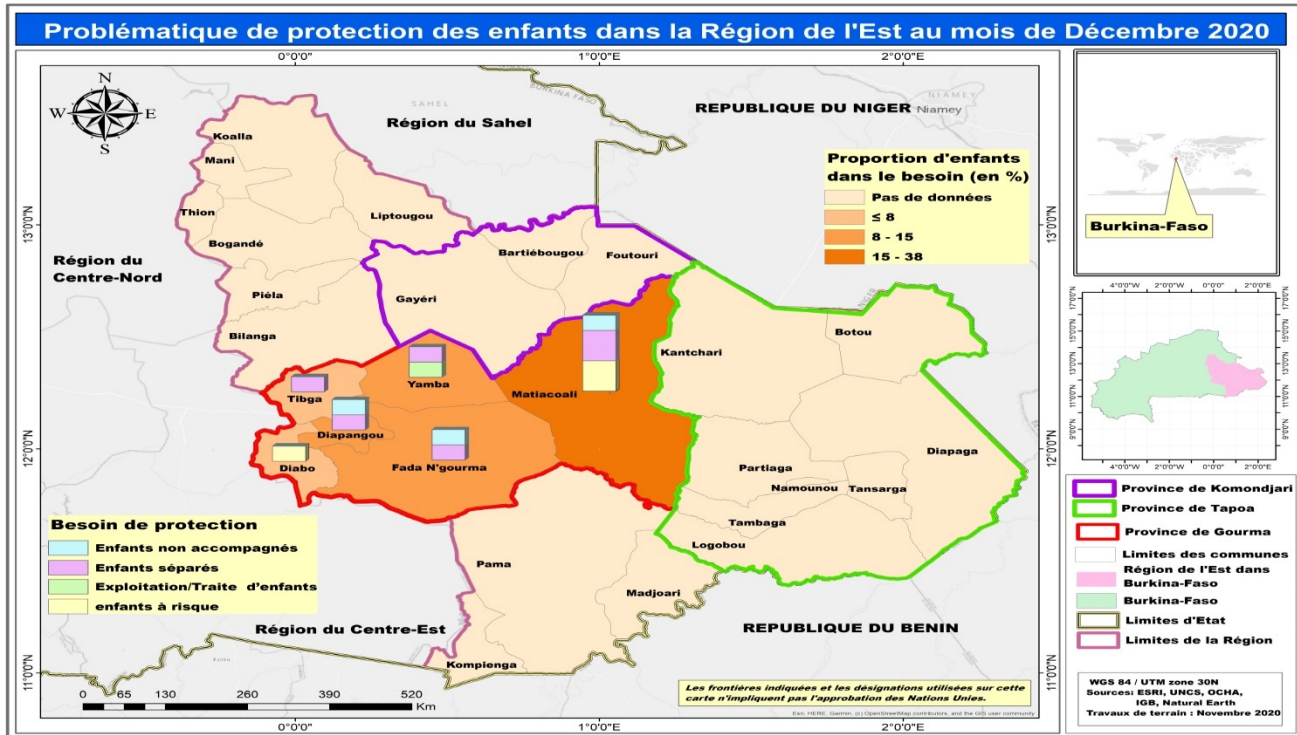


Quant aux animations psychosociales, 10 séances ont été réalisées dont 6 à Fada, 2 à Yamba, 1 à Diapangou et 1 à Tibga. Les séances ont connu la participation de 84 garçons, 96 filles, 256 hommes et 317 femmes.



PROTECTION DE L'ENFANCE

Dans la région de l'Est, la situation des enfants est peu reluisante. En effet, nous enregistrons un incident relatif à un cas de noyade des enfants talibés et un rapt d'une jeune fille PDI à Matiacoali. A cela vient s'ajouter le phénomène des vendeurs ambulants et le travail des enfants dans les sites d'or, les domiciles privés et les restaurants. Nous rencontrons les cas liés au travail des enfants dans les sites d'or à environ 400 dans la commune de Matiacoali, Gayeri et Bogandé. Ces enfants sont



Exposés à des risques des contaminations chimiques au regard de produits manipulés, les accidents liés à l'utilisation non maîtrisée des moulins d'égrainage et surtout des maladies pulmonaires. Les vendeurs ambulants sont fréquents dans les centres urbains. Le phénomène de rapt de filles et le travail dans les domiciles sont remarquables dans toute la région de l'Est. Au cours de ce mois, 4 enfants, orphelins de pères et de mères ont reçu une assistance cash de 30000F pouvant servir à l'achat de vivres et d'habillement. L'information relative à l'incident de rapt a été transmise à l'action sociale

PROBLEMES SPECIFIQUES DE PROTECTION ET PERSONNES AYANT DES BESOINS SPECIFIQUES (PBS)

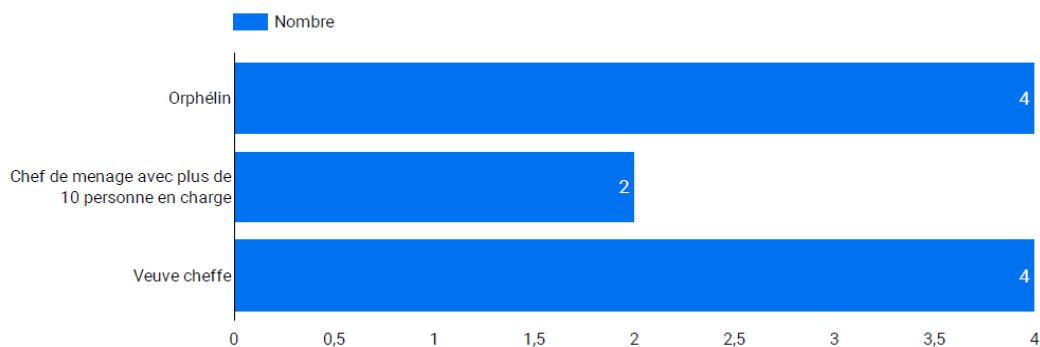
La crise sécuritaire crée des effets considérables sur les populations mais les personnes âgées, les enfants, les femmes cheffes de ménage et les personnes vivant avec un handicap sont les plus victimes. Ces derniers vivant dans la vulnérabilité ont des besoins spécifiques. L'observation sur la situation des personnes âgées révèle souvent une insuffisance d'attention par les membres de famille surtout en termes de soins santé, et d'hygiène. N'ayant pas de force pour se déplacer ou travailler, ces derniers vivent dans la solitude dans les maisons, dans des habitats non hygiéniques, victimes de maladie à cause du manque de soins santé. A cela, il faut ajouter à cela le

manque d'intimité car à cause du manque d'abris, personnes âgées, jeunes et enfants se retrouvent dans un même toit peinant à les contenir.

Au sujet des femmes cheffes de ménage sans revenu, il faut noter que ces dernières ont la charge d'assumer la responsabilité de la charge familiale. N'ayant pas les nouvelles de leur époux, disparus ou enlevés, ces dernières se donnent à des activités pouvant leur procurer un minimum de revenus soit pour une tentative de satisfaire le moindre besoin de la famille. Les activités menées sont entre autres la lessive, la vaisselle de porte en porte, le service dans les restaurants publics. Ces pratiques sont constatées dans les communes urbaines notamment Fada. D'autres femmes, s'adonnent aussi à la mendicité aux bords des rues, de porte en porte, dans les marchés et gares routières notamment dans les communes de Fada, Matiacoali, Diapangou, Diapangou, Gayéri. Cela pourrait les exposer à des accidents routiers, des violences basées sur le genre comme le viol, les agressions sexuelles, du mauvais payement du service rendu.

Les enfants quant à eux sont dans des besoins de protection en fonction des localités de la région. La situation de déscolarisation est un phénomène que l'on constate dans toutes provinces. Dans les provinces de la Tapoa, la Komondjari, elle est aggravée par la destruction des infrastructures scolaires. Par contre dans la province du Gourma notamment dans les communes de Matiacoali et de Diabo, les enfants abandonnent l'école au profit de l'orpaillage estimés à 150 enfants selon les observations. On rencontre des enfants pratiquant la mendicité, le travail dans les maisons d'accueil, des enfants associés au commerce ambulants. D'autres enfant sont victimes de la séparation de familles. Au cours de ce mois, INTERSOS à apporter une assistance financière a 04 enfants orphelins, 2 chefs de ménage de plus de 10 personnes sans revus, 04 femmes veuves PDIs dans la commune de Matiacoali.

PBS identifiées pour assistance en fonction de leurs problèmes de protection



▪ ETAT DE DROIT

La crise sécuritaire a entraîné le retrait total des autorités administratives dans certaines localités de la région de l'Est. Les localités concernées sont entre autres des communes rurales de Logobou, Tansarga et Botou dans la Tapoa ; la commune de Foutouri et Bartiéboungou dans la Komondjari. Ces localités connaissent des patrouilles des forces de l'ordre et de défense de temps en temps pour la sécurisation des personnes qui s'y résident et leur bien ; mais il faut noter un contrôle

et des patrouilles au quotidien sur les axes des provinces vers le chef-lieu de la région. Dans la province du Gourma les compagnies de transport en commun sont contrôlés sur les axes Fada-Matiacoali et Fada-Pama par des volontaires de défense pour la patrie (VDP).

L'accès aux services de base demeure une situation difficile pour les personnes déplacées n'ayant pas ou ayant perdus des documents importants tels que les extraits de naissance lors du déplacement. Cette situation est aggravée par la délocalisation de certains services administratifs des zones rurales vers les zones urbaines qui ne favorise pas une accessibilité rapide pour toute assistance.

Au cours de ce mois, les populations des villages de Nassougou et de Soualigou dans le Gourma, de Toabitchiagou dans la Tapoa, de Diabatou dans la Komondjari ont été obligés d'observer l'idéologie de la charia. Les communes urbaines telles que Fada, Diapaga, Bogandé, Gayéri et Pama sont les localités où l'on peut accéder à un minimum de service de base tel que les soins santé, le recours à la justice, l'éducation. Au cours de ce mois, les autorités administratives de la commune de Fada ont procédé une opération d'établissement de 10 000 actes de naissances et 10 000 cartes d'identités burkinabé au profit des personnes déplacées mais aussi de la population hôte. En rappel, la circulation des personnes est règlementée par un couvre-feu allant de 00h à 04h du matin dans la ville de Fada ; et de 22h à 4h00 dans les autres contrées de la région.

▪ PROTECTION BASEE SUR LA COMMUNAUTE - COMITES DE PROTECTION

Les communautés jouent un rôle important dans la réalisation des activités de protection comme l'identification des personnes à besoins spécifiques, le relai des informations en cas d'incidents, le signalement ainsi que la prévention des cas de violences basées sur le genre.

Au cours de ce mois, une formation sur **le premier secours d'urgence** a eu lieu au profit des points focaux des centres communautaires. Il s'agissait de mettre en exergue le caractère confidentiel lors de l'écoute et l'assurances aux victimes de violences. A cela, ils ont facilité la tenue de 43 causeries éducatives, 10 séances d'animations psychosociales, 10 focus groups dans le cadre du monitoring communautaire, l'identification et l'assistance à 506 personnes vulnérables en kits de dignité. Des incidents au nombre de 10 furent objet d'alerte par les comités de protection dans les différentes zones de couverture des activités de protection.

SITUATION DE LTB DANS LA ZONE DE DEPLACEMENT ET DE RETOUR

Les personnes déplacées internes rencontrent des difficultés dans l'accessibilité des logements, des terres et des biens. Se procurer d'un logement n'est pas chose aisée pour plusieurs raisons. D'abord nous avons le coût élevé des logements en moyenne 5000 f dans les zones périphéries et 17500F en ville. Ensuite, l'option de se construire soit même un abri devient encore plus difficile avec la cherté du matériel nécessaire ; enfin la vente non autorisée par l'état entraine une flambée des pris dont pas à la portée d'une personne déplacée.

Pour ce qui est de l'accès aux terres, des portions de terres pour exploitation agricole ont été attribuées aux premiers déplacés par leur parents proche ou amis. C'est le cas dans les communes de Yamba, Diabo et Tibga. Pour les activités agricoles, on note aussi la mise à location des terrains dans les communes de Diapangou, Diapaga, allant de 20 000F à 30 000F l'hectare.

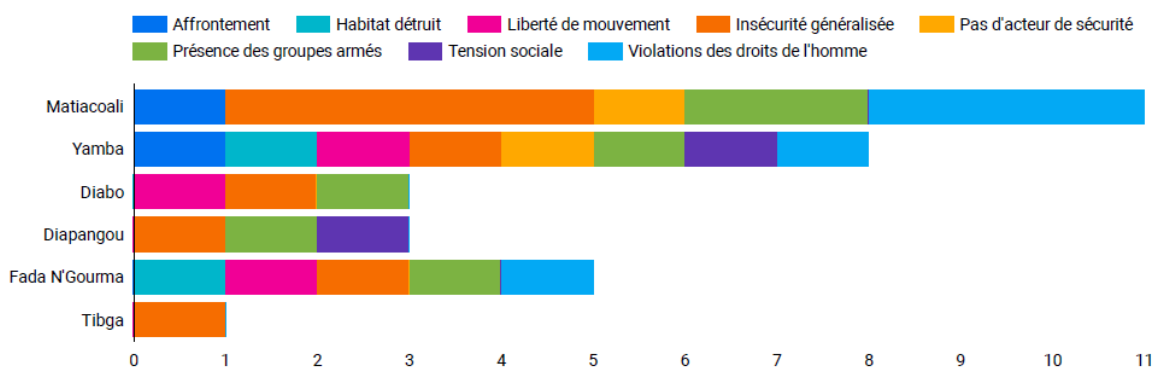
L'accès aux terres et aux pâturages pour l'agriculture ou l'élevage est difficile pour les personnes déplacées internes. La difficulté d'accès aux terres est une problématique qui touche toutes les communes d'accueil des provinces affectées par la crise de l'insécurité.

Toutes les options dans l'accessibilité aux terres et aux logements demeurent une situation préoccupante car n'ayant pas une bourse, les personnes déplacées restent toujours dans un besoin énorme malgré les efforts de certaines organisations humanitaire dans ce sens. Les autorités des collectivités ayant opté pour la famille dans la région de l'Est se confrontent aux défis de logement avec le nombre croissant des personnes déplacées internes.

SOLUTIONS DURABLES

Les intentions de retour dans les zones de départ ne sont pas manifestées officiellement mais des désirs individuels sont ressentis lors du monitoring communautaire. Les contraintes demeurent l'insécurité persistante dans les zones de provenances, l'accaparement des terres par les hommes armés non identifiés, alors que la population déplacée à 80% exerce exploite les terres soit pour l'agriculture, soit pour l'élevage comme activités de survie.

Obstacles au retour par localité



Un probable retour dans les zones de départ serait conditionné la sécurisation totale des zones de provenance, la reconstruction des abris, la présence de forces de l'ordre et des acteurs étatiques pour l'accès aux services sociaux de base, le retour total de la paix. Quant à l'intégration, elle est toujours difficile avec des petites tensions entre PDIs et population hôte.

SYSTEME DE PARTAGE D'INFORMATION ET COORDINATION

Au cours de ce moi, INTERSOS a pris part à l'activation du sous cluster de protection par le HCR à la date du 17/12/20. Lors de cette rencontre, les concepts de clusters ont été clarifiées mais aussi un retour sur les principes humanitaires. En termes de synergie d'action, INTERSOS a répondu une invitation de l'ONG ACTED sur la gestion des sites d'accueil temporaires dans la région de l'Est du 08 au 10/12/2020, de l'occasion, le partenaire HCR à faciliter une présentation sur les principes

humanitaires. L'outil de collecte de données le 5W a été administré et transmis au domaine de responsabilité des violences basées sur le genre national Protection pour faciliter la visibilité de nos activités. INTERSOS prend part et apporte sa contribution aux réunions de coordination au niveau de la région pour une synergie d'actions dans la protection des populations.

RECOMMANDATIONS ET ACTIONS DE SUIVI REQUISES

RECOMMANDATIONS GENERALES (dans quel domaine, pour quelle localité et à quelle entité)

Recommandations	Actions	Localités des bénéficiaires.	Recommandations adressées à
<ul style="list-style-type: none"> Etendre l'assistance en vivres du PAM dans la province de la Tapoa 	<ul style="list-style-type: none"> Inclure 800 PDIs élèves dans la distribution des vivres. 	<ul style="list-style-type: none"> Communes de Diapaga, Fada 	PAM + INTERSOS
<ul style="list-style-type: none"> Appuis à la construction d'abris au profit des personnes âgées 	<ul style="list-style-type: none"> Appuis à la construction de 45 abris. 	<ul style="list-style-type: none"> Kantchari 	ABRIS/AME
<ul style="list-style-type: none"> Assistance en kits d'hygiène au profit des PDIs de la ville de Fada 	<ul style="list-style-type: none"> Disposer 350 kits d'hygiènes 	<ul style="list-style-type: none"> Fada, Tankibargou, Ountandeni 	Cluster Wash
<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la cohésion sociale 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la cohésion sociale intercommunautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Tanwalbougou-Namoungou 	CONASUR+ Action Humanitaire +MATDCS

PROTECTION TRANSVERSALE

CLUSTER	LOCALITES	PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
SECURITE, MINES, ALPC, REG	Tapoa Komondjari Bogandé	-Insécurité -Présence et menaces des HANI	<ol style="list-style-type: none"> Faire un plaidoyer pour la sécurisation des périphériques des localités Intensifier les patrouilles dans les localités de Koala, Foutouri ,Tapoa-Djerma
EDUCATION	Diapaga Fada	Besoin d'assistance en matériels équipement scolaire au profit des élèves déplacées Internes	<ol style="list-style-type: none"> Plaidoyer pour une assistance en vivres aux élèves déplacées internes dans la ville de Diapaga et de Fada Parrainages scolaires des élèves déplacés.
SANTE/NUTRITION	Diapaga Kantchari Fada	-Risques de maladies liées à l'insuffisance d'hygiène -Risques de malnutrition sévère chez les enfants	<ol style="list-style-type: none"> Sensibilisation des communautés sur les maladies liées au manque d'hygiène ; Dotation des familles en kits d'hygiène et sanitaires.

ACCES A L'EAU POTABLE ET INFRASTRUCTURE D'ASSAINISSEMENT	Fada Tchomboaro Bolontou Lantaogo Koulpissa	La région connaît une insuffisance des ressources en eau potable. Il faut ajouter à cela le besoin accrue dû à l'arrivée des PDI et aussi le coût de l'eau. De ce fait, l'accès à l'eau est très limité dans les zones d'accueil, idem pour les toilettes. L'ONEA ne semble pas pouvoir satisfaire à la demande en eau.	<ol style="list-style-type: none"> Augmenter les sources d'approvisionnement en eau (forages modernes, puits à grands diamètres) Impliquer les populations dans la réalisation d'infrastructures Wash (latrines, lave-mains etc.)
ABRIS ET VIVRES	<ul style="list-style-type: none"> Fada Diapangou Tibga Yamba Kantchari Diapaga Kompienga 	Malgré les efforts consentis par le HCR, Plan et OIM l'accès aux abris demeurent l'un des besoins exprimés par les PDI. Du côté des vivres, le PAM à travers INTERSOS, et le CICR sont venus renforcer les distributions faites par l'Action Sociale, mais elles sont encore nombreuses ces PDI qui n'arrivent pas à se garantir 2 repas par jour.	<ol style="list-style-type: none"> Octroyer des appuis financiers pour la location et/ou des matériaux de construction ; Renforcer la sécurité en vue de l'acheminement de vivres et non vivres dans les zones à risques comme Nagré et Natiaboani par les humanitaires et les commerçants ;
COEXISTENCE PACIFIQUE	<ul style="list-style-type: none"> Matiacoali Tanwalbougou Namoungou 	Les préjugés et la stigmatisation sont des tristes réalités constatées dans ces localités qui sont toutes de la province du Gourma.	<ol style="list-style-type: none"> Réalisation de dialogues intercommunautaires sur la cohésion sociale entre les PDI et les populations hôtes.

Annexes

Liste des incidents

N	Localités	Description de l'incident	Types de violations	Personnes directement affectées par l'incident
1.	Tapoa/Diapaga/Tapoadjerma	Des HANI ont attaqué un poste forestier dans le parc W vers la frontière avec le Niger. Deux personnes ont été assassinés lors de cette attaque le 02/12/2020	Atteinte au droit à la vie.	02 personnes ont été tuées lors de cette attaque.
2.	Gourma/Matiacoali/Boulgou	Des HANI ont menacés 04 ménages du village de Boulgou à quitter leur lieux de résidence sous peine de mort. Au nombre de 32 personnes, ces derniers se sont réfugiés dans la commune de Matiacoali le 18/12/2020	Atteinte au droit à la liberté	32 personnes environ se sont déplacées suite à ces menaces.

3.	Bogandé/Koala /Kontiandi	Un groupe de HANI a attaqué et vandalisé l'école primaire de Kontiandi dans la commune de Koala le 03/12/2020	-Violation du droit à la propriété, destructions d'édifice publiques	Aucune perte en vie humaine n'a été enregistré
4.	Gnagna/Mani/Tomonga	Un groupe armé a proféré des menaces au personnel enseignant de l'école primaire de Tomonga à Mani le 24/11/2020. Ces derniers ont exigé la fermeture immédiate de l'école et le retrait des enseignant de la localité.	Atteinte au droit à la liberté et à l'intégrité psychique	04 hommes et deux femmes ont été concernées par ces menaces
5.	Gnagna/Koala/Boukarou	Le magasin de l'ONG Tin Tua a été cambriolé par des HANI dans le village de Boukarou dans la commune de Koala le 17/12/2020	Denis d'accès à l'assistance humanitaire, atteinte au droit à la propriété.	Aucune perte en ve humaine n'a été constatée.
6.	Gourma/Matiacoali/Soualigou	La population du village de Soualigou dans la commune de Matiacoali a été menacées par des HANI dans le but d'instaurer le port de voile par les femmes, des pantalons sautés et de la barbe par les hommes, l'élimination des animaux comme les porcs, les chiens, et les canards et la consommation d'alcool. Ce fut le 04/12/2020.	Atteinte à l'intégrité psychique et à la liberté d'opinion.	Aucune perte en vie humaine.
7.	Gourma/Matiacoali/Nassougou	La population du village de Nassougou dans la commune de Matiacoali a été menacées par des HANI dans le but d'instaurer le port de voile par les femmes, des pantalons sautés et de la barbe par les hommes, l'élimination des animaux comme les porcs, les chiens, et les canards et la consommation d'alcool. Ce fut le 06/12/2020	Atteinte à l'intégrité psychique et à la liberté d'opinion.	Aucune perte en vie humaine.
8.	Komondjari/Foutouri	Des enfants Talibés au nombre de 04 tous des PDIs se sont noyés dans un barrage par un manque de suivi de leur parent. Ces derniers seraient allés au barrage au su des personnes âgées sans aucune interpellation.	Négligence	04 enfants PDIs talibés ont perdu la vie.
9.	Tapoa/Diapaga/Tobitiagou.	Des prêches menaçants par des HANI ont proféré à l'endroit de la population de Toabitiagou, interdisant la consommation d'alcool, le tabac, invitant toute la population à se soumettre à la religion de l'Islam le 14 et le 21 /12/2020 jour de marché de la localité.	Atteinte à l'intégrité psychique et à la liberté d'opinion.	Aucune perte en vie humaine.

10.	Gnagna/Koala/Bouli	Un conseiller a été enlevé par des HANI le 1/12/2020 à Koala à Bouli	Atteinte à la liberté	01 personne a été enlevées.
11.	Gourma/Matiacoli/Ougarou	Un homme environ 36 ans a été enlevé le 20/12/2020 aux environs de 15h dans un village de Ougarou	Atteinte à la liberté	01 une personne a été enlevée mais par la suite elle été relâchée le lendemain.
12.	Gourma/Matiacoli	Une jeune jeune fille de 16 a été enlevée par des jeunes hommes de la localité dans le but de faire d'elle d'une femme	Atteinte à l'intégrité physique et psychique	Une jeune fille à été enlevée.